

Questions orales

[Français]

Ma question au ministre des Finances est celle-ci: Peut-on savoir quelles mesures le ministre a l'intention de prendre face aux tragédies personnelles que vivent présentement les Canadiens et aux ravages économiques qui sont le résultat de ses propres politiques? Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'hésite à le dire, mais le porte-parole en second de l'opposition en matière de finances a déformé les propos du premier ministre et il le sait très bien. En ce qui concerne l'essentiel de sa question, les groupes que j'ai rencontrés ce matin m'ont dit qu'ils voulaient voir une augmentation substantielle des fonds actuellement affectés aux programmes d'aide aux plus démunis.

Je leur ai expliqué qu'il y avait, d'une part, les organismes qui favorisent une amélioration des programmes de protection du revenu et, d'autre part, les gens qui, après avoir étudié la question du déficit et de son financement, soutiennent que nous devons poursuivre nos efforts de réduction du déficit.

Je voudrais bien pouvoir améliorer les programmes de protection du revenu pour offrir toute l'aide demandée aux gens qui ont perdu leur emploi. Or, nous ne pouvons le faire tout en respectant notre engagement à réduire le déficit et, partant, les taux d'intérêt, ce qui nous permettrait d'améliorer notre rendement économique et de faire bénéficier les Canadiens de toutes les régions d'une économie plus saine.

C'est là le problème. Notre gouvernement doit maintenir un certain équilibre et c'est ce que nous nous efforçons de faire en collaboration avec des organismes comme les groupes de réforme de la politique sociale que j'ai consultés ce matin.

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, il ne s'agit pas de savoir qui déforme quoi. C'est la population du Canada qui demande au ministre des Finances de rendre compte de sa politique et d'expliquer comment il va nous sortir du pétrin où il nous a mis.

Le ministre se plaît à citer l'Association des manufacturiers canadiens. Il doit savoir que l'association a publié un indice qui montre que la compétitivité du Canada par rapport aux autres pays du Groupe des 7 a énormément diminué depuis 1984. Quelle est sa politique pour nous rendre plus compétitifs par rapport à ces pays? Que va-t-il faire au sujet de l'écart de productivité qui se creuse de plus en plus? Que va-t-il faire contre la perte d'emplois permanents qui résulte de sa politique?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je rendrai compte de la politique dont je suis chargé au sein du gouvernement n'importe quand, n'importe où au Canada. Je l'ai fait et je continuerai de le faire.

Le député parle d'un indice de productivité en particulier. Ce n'est pas le seul. Le Forum économique mondial qui mesure la compétitivité de centaines de pays a classé notre pays onzième, je crois, en 1983 ou 1984. Le classement le plus récent qu'il nous a donné est, je crois, le cinquième rang. Selon les mesures les plus larges de la compétitivité, plus larges que celles de l'Association des manufacturiers, notre position concurrentielle s'est améliorée au cours de cette période.

Le député parle d'améliorer la productivité. C'est l'essence même de la politique qu'applique le gouvernement: la déréglementation des secteurs de l'énergie, des transports et des services financiers, la privatisation, la réforme tant de l'impôt sur le revenu que de la taxe de vente. Le député sait que l'un des principaux objectifs de la TPS est d'améliorer la productivité de nos secteurs de la fabrication et des ressources pour qu'ils puissent mieux soutenir la concurrence sur les marchés internationaux. Il doit dire les choses comme elles sont.

M. Bob Speller (Haldimand-Norfolk): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Ce matin, le ministre s'est entretenu de son prochain budget avec le groupe sur la réforme de la politique sociale.

Lise Corbeil Vincent, de l'Organisation nationale anti-pauvreté, a expliqué au ministre, et je cite: «Les pauvres seront les plus durement touchés par la récession, le chômage croissant et l'inflation.» Ils n'auront d'autre choix que de compter sur les divers programmes qui constituent le filet de la sécurité sociale du Canada. Le